



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

salariés

Question au Gouvernement n° 3195

Texte de la question

PRIME AUX SALARIÉS

M. le président. La parole est à M. Alain Vidalies, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche. *(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.)*

M. Alain Vidalies. Ma question s'adresse à M. le Premier ministre, mais je voudrais d'abord dire à M. le ministre du budget, qui, à propos des déficits, citait opportunément le président Edgar Faure, que celui-ci disait également : " Ce n'est pas la girouette qui tourne, c'est le vent ! " *(Rires et applaudissements sur les bancs du groupe SRC.)*

Ma question, monsieur le Premier ministre, concerne les revenus des Français. Dans le même temps où ils assistent au spectacle indécent du retour des rémunérations exorbitantes, les Français ont de plus en plus de mal à boucler leurs fins de mois. C'est aussi le moment où vous avez imaginé la prime de 1 000 euros. Au départ, c'est une prime pour tous les salariés des entreprises ayant au moins cinquante employés et on nous annonce 8 millions de bénéficiaires. Et puis, le lendemain, elle concerne les entreprises de cinquante salariés, mais seulement celles qui versent des dividendes. Les experts nous disent alors que cela ne fait plus que 4 millions de bénéficiaires.

Le surlendemain, ce sont celles qui versent des dividendes en augmentation par rapport à la moyenne des dividendes des deux années précédentes. Là, devant tant d'audace, les experts sont perplexes et nous disent qu'il y a de grandes entreprises, comme Total ou Vinci, qui n'auront même pas à verser cette prime.

Bref, au terme de toute cette communication, chacun a compris qu'il s'agit d'une sorte de loterie dans laquelle chaque jour le nombre de gagnants diminue ! *(Rires et applaudissements sur les bancs du groupe SRC.)*

Vous nous avez d'ailleurs déjà fait le coup : c'était en février 2009, avec la prime pour les chômeurs de moins de vingt-cinq ans. Il y avait eu une grande annonce du Gouvernement : 235 000 bénéficiaires, avait déclaré le président Nicolas Sarkozy ! Maintenant, on a fait le décompte : il y en a eu exactement 30 179, soit huit fois moins que ce qui avait été annoncé.

C'est ce qui va arriver encore une fois. Nous voulons une véritable politique : l'augmentation du SMIC et une conférence salariale - ce sont les propositions socialistes pour le pouvoir d'achat. Quelles sont les vôtres ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC et sur plusieurs bancs du groupe GDR.)*

M. le président. La parole est à M. Xavier Bertrand, ministre du travail, de l'emploi et de la santé.

M. Xavier Bertrand, *ministre du travail, de l'emploi et de la santé*. Monsieur le député, une chose est claire, et les salariés l'ont bien comprise : s'il s'agit de leur donner plus, ils ne peuvent pas compter sur le parti socialiste, et sur la gauche en général. *(Exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR.)*

En effet, cette idée de leur donner plus, ce n'est pas vous qui l'avez eue, comme pour la participation, au sujet de laquelle vous étiez aux abonnés absents.

M. Roland Muzeau. Nous n'étions pas nés !

M. Xavier Bertrand, *ministre*. Cette idée s'inscrit dans la même logique : si une entreprise progresse, si ses bénéfices et les dividendes augmentent, c'est certainement grâce à l'actionnaire qui investit, mais c'est aussi grâce aux salariés. Or il y a non seulement les salaires, mais aussi l'intéressement ou la participation. Ce que nous souhaitons, c'est que, lorsque les dividendes progressent, il y ait aussi davantage pour le salarié.

M. Albert Facon. Mensonge !

M. Xavier Bertrand, *ministre*. Vous ne vous êtes pas exprimés là-dessus, parce que vous savez pertinemment qu'une très large majorité de nos concitoyens et des salariés sont tout à fait favorables à cette idée que vous vous amusez à essayer de casser.

Or c'est une idée forte, parce qu'elle symbolise un nouveau partage de la valeur dans l'entreprise. Voilà la vérité, monsieur Vidalies. Venez avec moi discuter avec des salariés ; venez dans les entreprises aussi souvent que je le fais,... (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*)

M. le président. Je vous en prie, mes chers collègues !

M. Xavier Bertrand, *ministre*. ...cela vous permettra de faire un petit peu moins de démagogie et d'être un peu plus au fait des réalités. Et vous verrez une chose : non seulement les salariés adhèrent à cette idée, mais en plus ils savent, puisque vous avez parlé de loterie, qu'à celle du parti socialiste ils sont toujours perdants ! (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*)

En effet, ce que vous oubliez de leur expliquer, c'est que, quand vous parlez de fusionner la CSG et l'impôt sur le revenu, cela veut dire que, du coup, la CSG va augmenter de façon progressive. Et qui est-ce qu'elle va massacrer ? Les classes populaires, comme vous l'avez fait avec les 35 heures. Au moins le parti socialiste est constant : avec lui, à chaque fois, ce sont les ouvriers et les employés qui paient !

Mme Sandrine Hurel. On verra cela en 2012 !

M. Xavier Bertrand, *ministre*. Merci de me permettre de le rappeler, monsieur Vidalies ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP et sur certains bancs du groupe NC.*)

Données clés

Auteur : [M. Alain Vidalies](#)

Circonscription : Landes (1^{re} circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3195

Rubrique : Entreprises

Ministère interrogé : Travail, emploi et santé

Ministère attributaire : Travail, emploi et santé

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 4 mai 2011

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 4 mai 2011